

## QUESTIONS ORALES

### L'IMPÔT SUR LE REVENU

#### LA PERCEPTION DE L'IMPÔT DE PROGRÈS SOCIAL AVANT SON ADOPTION

**L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition):** Monsieur l'Orateur, le ministre des Finances voudrait-il nous dire si, eu égard à la volonté manifestée par le président des États-Unis de réduire le fardeau de l'impôt pesant sur les gens à faibles revenus dans son pays, le ministre réétudie sa malheureuse proposition tendant à accroître le fardeau pesant sur le même groupe dans son propre pays; et notamment, est-ce là la raison du retard qu'on met à nous présenter la mesure législative pour mettre en vigueur l'impôt dit de progrès social?

**L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, le chef de l'opposition veut parler, je crois, de la réforme fiscale proposée par le président des États-Unis. Comme la Chambre le sait, notre proposition de réforme fiscale sera présentée sous forme de Livre blanc avant la fin de juin, du moins nous l'espérons. Pour ce qui est des autres mesures fiscales que renferme le budget, j'espère présenter le bill mardi prochain.

### LA SITUATION ÉCONOMIQUE

#### LA RÉPERCUSSION DES PROBLÈMES CONSTITUTIONNELS SUR LE COÛT DE LA VIE

**L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition):** Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Étant donné que le ministre des Finances a indirectement reçu hier une mention honorable dans la déclaration de son collègue démissionnaire, le ministre des Transports, lorsque ce dernier a signalé qu'on tardait à s'attaquer au problème de l'inflation, le gouvernement du Canada est-il d'avis que les problèmes constitutionnels sont responsables de la hausse croissante du coût de la vie?

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Cette question me paraît irrecevable.

### L'HABITATION

#### LA TAXE DE VENTE SUR LES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

**M. W. B. Nesbitt (Oxford):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Finances. Songe-t-il à abolir la taxe de vente de 11 p. 100 sur les matériaux de construction?

**L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances):** Pas pour le moment, monsieur l'Orateur.

## LES AFFAIRES INDIENNES

#### LA CONFÉRENCE CONSULTATIVE ET LA COMMISSION DE RÉCLAMATIONS DES INDIENS, LA REPRÉSENTATION DE L'OUEST ET LA LÉGALITÉ DES TRAITÉS

**M. T. C. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles):** Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Étant donné que la conférence consultative des Indiens doit débiter lundi prochain et se poursuivre jusqu'au 5 mai, le ministre a-t-il l'intention de divulguer à cette conférence les dispositions qui figureront dans le projet de loi sur l'établissement d'une commission de réclamations des Indiens, afin que les Indiens qui assisteront à la conférence puissent discuter de la question?

[Français]

**L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien):** Monsieur l'Orateur, je n'ai l'intention de restreindre la discussion d'aucun sujet avec les Indiens, la semaine prochaine. Ils ont pris eux-mêmes l'initiative de préparer l'ordre du jour et, s'ils veulent m'exposer leur point de vue au sujet de la Commission des réclamations des Indiens, je serai heureux de les entendre. Mais je n'ai pas l'intention de divulguer la politique du gouvernement dans ce domaine, étant donné que tous les aspects en seront connus au cours des semaines qui suivront la dernière consultation avec les Indiens.

[Traduction]

**M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles):** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Comme le ministre ne révélera pas à la conférence consultative des Indiens les modalités de tout bill visant à établir une commission de réclamations des Indiens, quand a-t-il l'intention de donner les renseignements à la Chambre des communes et quand se propose-t-il de présenter le projet de loi? Le fera-t-il au cours de la présente session?

[Français]

**L'hon. M. Chrétien:** Monsieur l'Orateur, j'ai l'intention de faire connaître à la Chambre, avant l'ajournement de juin, tous les aspects de la politique des Indiens, y compris l'attitude du gouvernement au sujet de la Commission des réclamations des Indiens.

[Traduction]

**L'hon. W. G. Dinsdale (Brandon-Souris):** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Des représentants des délégués de l'Ouest ont-ils fait savoir au ministre qu'ils ne participeront pas aux discussions avec les